

COMMUNE LE PERRÉON

DEPARTEMENT DU RHONE

ARRONDISSEMENT DE VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

CANTON DE GLEIZE

CONSEIL MUNICIPAL DU 16 DÉCEMBRE 2025

PROCÈS-VERBAL

L'an DEUX MIL VINGT-CINQ, le seize décembre, le Conseil Municipal de la Commune dûment convoqué, le onze décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mr Gérard TACHON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 11 décembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 17

Nombre de conseillers municipaux présents :

Présents : Gérard TACHON, Marie-Andrée CHOPIN, Daniel JACQUET, Pascale MEUNIER, Jean-Noël FAVROT, Maurice CROSO, Christian PETAT, Bruno BERERD, Muriel SAUVERZAC, Karine LACROIX, Bénédicte MINET, Christèle DEL CAMPO, Ludiwine CARVAT, Michael SAINT-ANDRÉ et Christina POLIDORI

Absents excusés : Roger CHOPIN, Carole COSENZA, Daniel JACQUET, Ludiwine CARVAT

Procuration : Muriel SAUVERZAC, Christina POLIDORI, Maurice CROSO

Absents :

Arrivée en cours de séances : Muriel SAUVERZAC

Nombre de votant : 16

Secrétaire de séance désignée en application de l'article L. 2121-15 du CGCT : Christèle DEL CAMPO puis Muriel SAUVERZAC

M. le Maire déclare la séance ouverte à 19h04

À L'ORDRE DU JOUR

Le compte-rendu du conseil municipal du 18 novembre 2025 est approuvé avec les modifications suivantes :

M. SAINT-ANDRÉ indique que le procès-verbal ne mentionne pas la proposition de M. LATHULLIERE fixée à 4 500 € pour l'acquisition des parcelles appartenant à Mme BERTILLER. Il s'interroge sur les raisons pour lesquelles le vendeur aurait accepté une offre de la commune d'un montant de 1 500 €.

Mme LACROIX rappelle qu'il a été précisé lors des échanges que la commune, par l'intermédiaire de l'association des cadolles, envisage la rénovation de la cadole située sur les parcelles.

M. TACHON souligne que, pour cette raison, Mme BERTILLER a exprimé son souhait de céder le bien à la commune. Il ajoute qu'elle a confirmé cette volonté par le retour d'un document dûment signé.

M. CROSO tient également à préciser que l'ensemble des échanges s'est déroulé dans un souci de transparence.

Arrivée de Muriel SAUVERZAC à 19h18

I- DÉLIBÉRATIONS

1. N° 2025-44 : OBJET : REPARTITION 2025 DU PRODUIT 2024 DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE

Au cours de cette réunion, Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération n°2025-21 en date du 10 juin 2025 sollicitant l'octroi d'une subvention, au titre de la répartition du produit 2025 des amendes de police, pour l'installation d'un feu récompense sur la RD 88 rue de Louveigné, destiné à inciter les conducteurs à adapter leur vitesse et améliorer la sécurité des piétons et cyclistes à l'entrée Est du Bourg.

Le montant estimatif de ces travaux s'élève à 16 955€ HT.

Il informe le Conseil Municipal qu'une somme de 7 091,00€ a été allouée à la commune du Perréon pour ce projet.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des présents :

- **ACCEPTE** la subvention d'un montant de 7 091,00€ pour l'installation d'un feu récompense sur la RD 88 rue de Louveigné, destiné à inciter les conducteurs à adapter leur vitesse et améliorer la sécurité des piétons et cyclistes à l'entrée Est du Bourg,

- **S'ENGAGE** à effectuer les travaux d'installation du feu récompense tels que décrit dans la notice descriptive des travaux annexée à la délibération n° 202-21 du 10 juin 2025.

2. N° 2025-45 : CREATION D'UNE ZONE DE PREEMPTION ESPACES NATURELS SENSIBLES SUR LE SITE ENS DES LANDES DU BEAUJOLAIS

La commune de LE PERRÉON,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L113-8 à L113-14 et R215-1 à R215-20 du code de l'urbanisme portant sur les zones de préemption espaces naturels sensibles, et notamment leur création,

Vu la délibération du Conseil général du Rhône n°191-101 du 25 février 1991 instituant la taxe départementale des espaces naturels sensibles dans le Rhône et celle n°193-301 du 24 mai 1993 adoptant la charte et l'inventaire des espaces naturels sensibles dans le Rhône et approuvant la définition de zones de préemption sur la base de cet inventaire,

Vu la délibération du Conseil général du Rhône n°022 du 22 novembre 2013 concernant la révision de l'inventaire départemental des espaces naturels sensibles,

Considérant que la création d'une zone de préemption espaces naturels sensibles (ZPENS) a comme finalité de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels et que, pour y parvenir, le Conseil Départemental élabore et met en œuvre une politique de protection et de gestion des espaces naturels sensibles (ENS), boisés ou non en vue de leur ouverture au public,

Considérant que le Conseil Départemental peut créer des zones de préemption espaces naturels sensibles avec l'accord des communes dotées d'un plan d'occupation des sols (POS) ou d'un plan local d'urbanisme (PLU),

Considérant que le Conseil Départemental, et à défaut la Commune ou l'EPCI compétent, peuvent ainsi exercer un droit de préemption sur tout terrain ou ensemble de droits sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance de terrains qui font l'objet d'une aliénation, à titre onéreux, sous quelque forme que ce soit.

Considérant que les échanges d'immeubles ruraux situés dans les zones de préemption délimitées au titre des espaces naturels sensibles, réalisés dans les conditions prévues au titre 1^{er} du Livre I du Code Rural, ne sont pas soumis à ce droit. De même, la cession de droits indivis n'entre pas dans le champ d'application du droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles.

Considérant que l'exercice de ce droit reste facultatif,

Considérant la grande valeur écologique et paysagère du site des Landes du beaujolais,

Considérant qu'une étude de définition de la ZPENS sur l'ENS des Landes du Beaujolais a été menée par le Conseil Départemental, assisté par un cabinet spécialisé en environnement et qu'une zone de préemption a été délimitée pour laquelle le Conseil Départemental est titulaire du droit de préemption,

(pour Saint-Etienne la Varenne : « et que 2 zones de préemption ont été délimitées : une zone prioritaire dans laquelle le Département est titulaire du droit de préemption, et une zone non prioritaire dans laquelle le Département délègue son droit de préemption à la commune)

Considérant la sollicitation de la commune par le Conseil Département du 12 décembre 2025 sur ce projet de zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles,

Considérant que la liste des parcelles, ainsi que le projet de délimitation de la zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles, sont annexés à la présente délibération,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à 11 voix pour :

- **APPROUVE** la création par le Conseil Départemental du Rhône de la zone de préemption foncière au titre des espaces naturels sensibles sur la partie du site des landes du Beaujolais qui la concerne,

- **APPROUVE** la délimitation de cette zone définie sur le plan annexé à la présente délibération,

M. le Maire présente aux conseillers municipaux la carte des parcelles incluses dans la zone de préemption. Mme Lacroix estime qu'il conviendrait de solliciter l'avis des propriétaires concernés. M. Tachon rappelle qu'il ne s'agit pas d'une procédure d'expropriation : les propriétaires conservent la pleine jouissance de leurs biens, transmis à leurs héritiers en cas de succession, jusqu'à une éventuelle décision de cession. Dans ce cas, le Département pourra exercer son droit de préemption. Il souligne que l'objectif poursuivi est la préservation des espaces verts.

II-COMPTE-RENDU DES COMMISSIONS

1. BATIMENTS, SALLE POLYVALENTE, MATERIELS

Salle polyvalente : Les élus indiquent avoir négocié avec le fournisseur et le poseur la réfection complète du sol (dépose, repose et traçage) pour un montant total de 202 594 € HT. Chaque partie prendra un tiers de cette dépense à sa charge, soit 67 531 € HT pour la commune. À ce coût s'ajoutent les travaux de rénovation évalués à 60 394 € HT, portant le montant total de l'opération pour la commune à 127 925 € HT pour un sol neuf. Le département a attribué une subvention de 20 000€ pour les travaux de rénovation. Les travaux sont planifiés du 11 mai au 11 juin 2026. La couleur du revêtement reste à définir.

École maternelle : Réfection complète du toit du hall de l'école pour un montant 19 338€ HT. Travaux prévus en février.

École élémentaire : Les fenêtres et les volets vont être repeint pour un montant total de 4 298,50€ HT.

Salle de la Fanfare : La climatisation sera installée avant l'été pour un montant de 7 450 € HT.

Eglise : Un problème de chaudière a été constaté, de la fumée s'étant échappée du conduit. Celui-ci n'étant pas conforme aux normes, une solution sera proposée par le ramoneur. L'entreprise Descombes est également intervenue pour l'entretien de la chaudière. Le 15 décembre, une entreprise est intervenue afin de renforcer les deux croix en pierre du clocher. Par ailleurs, l'entreprise Frizot poursuit son étude sur la toiture et a signalé la nécessité de consolider certaines parties de la charpente dans l'attente de la rénovation complète. Les élus ont rencontré la Fondation du patrimoine, qui assurera la gestion de la collecte de dons dédiée au clocher. Pour chaque euro versé, la fondation abondera d'un euro supplémentaire, dans la limite de 5 000 €. Une rencontre avec la Fondation Sainte-Irénée est également prévue.

Divers bâtiments : Installation de la fibre et téléphonie dans les bâtiments communaux : la bascule a été faite pour les 2 écoles, la mairie et l'agence postale. Le raccordement de la Maison des associations reste à réaliser. Le contrôle électrique des bâtiments a été réalisé fin novembre et le contrôle des extincteurs est prévu le 17 et 18 décembre.

2. VOIRIE, SENTIERS PEDESTRES, CIMETIERE

La CAVBS a reçu l'estimation des travaux sur les 2 ponts vétustes recensés par CEREMA :

Chemin du Pont : 185 000€HT

Chemin de la Rivière : 513 000€HT

La Communauté d'Agglomération déposera des dossiers de demande de subvention auprès de l'État. La rénovation de ces ouvrages est jugée prioritaire, notamment en raison du passage fréquent de poids lourds. Dans l'attente des travaux, un arrêté municipal sera pris afin d'interdire la circulation aux véhicules de plus de 3,5 tonnes chemin de la Rivière.

3. URBANISME

CU, M. et Mme ROSSET, lieu-dit « les Roches »,

DP, M. Eric DELAVELLE, Construction d'un mur « coupe-vent », 171 rue de la Vauxonne,

4. EMPLOYES COMMUNAUX

Les congés de fin d'année des employés ont été posés.

L'agent responsable des salles étant en vacances du 22 au 31 décembre, le deuxième agent en remplacement devra assurer les états des lieux et l'entretien des salles pendant cette période, plusieurs locations étant programmées.

5. VIE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE

Problème de discipline avec des enfants pendant le temps périscolaire.

L'Arbre de Noël est programmé le 19 décembre pour les enfants des écoles.

6. CCAS - PANIER DES ANCIENS

Bilan de l'évènement organisé chaque année pour les anciens : 42 colis ont été distribués par les bénévoles du CCAS et 30 colis ont été retirés directement en mairie, permettant aux personnes ne souhaitant pas de visite d'en bénéficier (coût moyen du colis 42€). 79 repas ont été servis au Château des Loges (46€/repas).

7. VIE ASSOCIATIVE

M. le Maire a rencontré les présidents des conscrits afin de préparer la bonne organisation de la fête. Six voitures de conscrits sont déclarées.

La remise de la clé de la ville aux conscrits de 20 ans aura lieu le 30 décembre à 19 h.

Le concours de belote organisé par le Lions Club se tiendra le 29 décembre.

8. INFORMATION, COMMUNICATION

Bulletin Municipal 2026 : La conception sera réalisée par Romane PARENT et l'impression par l'Imprimerie Augagneur.

9. FLEURISSEMENT, ILLUMINATIONS

Les plantations d'hiver ont été réalisées semaine 50.

Les illuminations ont été installées le 3 décembre 2025 et seront enlevées le 14 janvier 2026.

10. DEVELOPPEMENT DURABLE, PATRIMOINE

Le terrain de la cadole aux Lards a été préparé pour l'installation de la haie. La livraison des essences se fera en janvier pour une plantation le 19 et 20 février.

Une réunion relative au nouveau plan des Landes du Beaujolais est fixée au 19 janvier.

11. MÉDIATHÈQUE

Une séance de dédicace est prévue le 17 janvier à 9 h, avec la lecture d'un recueil de poèmes par une auteure afghane.

12. CEREMONIES

Événement à organiser :

- Vin d'honneur des conscrits
- Cérémonie du vœux le 10 janvier à 11h à la Salle polyvalente.
- Remise des barnums de la Région qui a été repoussée au 7 janvier.

13. AIRE DE LOISIRS

Une barrière a été posée autour des jeux. Le Maire a ouvert l'espace au public.

Coût total des travaux : 86 138 €HT (financés par l'État au titre de la DETR 2025 à hauteur de 44 010€).

Très bon retours des utilisateurs notamment sur le Pump Track.

14. SYNDICATS

Agglo :

Conseil Communautaire le 17 décembre.

Bilan concernant les permanences SOLIHA pour l'habitat :

Pour la commune :

- 1 seul rendez-vous tenu lors de la permanence,
- 6 contacts enregistrés,
- 12 visites effectuées,
- 3 dépôts de dossier « rénovation énergétique ».

Sur toutes la CAVBS : 106 dossiers déposés en 4 ans.

Réunion du SYTRAIVAL le 19 décembre.

SYDER :

Le problème d'éclairage public a enfin été résolu au Trève. Il a fallu toutefois une intervention de M. le Maire qui a exprimé vivement son mécontentement auprès des différents intervenants, SYDER et Enedis.

15. DIVERS

Les élus ont reçu deux représentantes du SYTRAL afin d'étudier la possibilité de faire effectuer une boucle au mini-bus au niveau du Bout du Monde. Elles ont constaté un risque de basculement du véhicule, jugeant l'opération trop dangereuse. Un retour officiel reste néanmoins attendu.

Mme POLIDORI fait remarquer qu'un dédommagement financier serait donné aux familles qui habitent à plus de 2km d'un arrêt de bus.

Un marchand de crustacés sera présent sur le marché le 18 décembre.

Le marchand de fromage sera exceptionnellement présent sur la place André Ville le 22 décembre.

Les vœux du Président du département ainsi que ceux de la préfète se tiendront le 8 janvier à 18H à l'Hôtel du Département.

Recensement de la population : Deux des trois agents recenseurs initialement prévus se sont désistés pour raisons personnelles ; un remplaçant a été trouvé, mais il en manque encore un.

Le Maire rappelle aux élus leur présence pour tenir les permanences des scrutins des 15 et 22 mars prochains.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h43

Mr le Maire fixe la prochaine date de réunion du Conseil Municipal le 27 janvier 2026 à 19h

Le Maire,
Gérard TACHON



La secrétaire de séance,
Muriel SAUVERZAC

A handwritten signature in blue ink, belonging to Muriel Sauverzac, the secretary of the meeting. The signature is fluid and stylized, written in a cursive-like manner.